

# Afrique : ressources minières, environnement et gouvernance

« Pauvres », « démunis » : deux termes couramment employés pour désigner les pays d'Afrique. Pourtant, « [...] ils regorgent d'une richesse inouïe », assure **Bonnie Campbell**, directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) et titulaire de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement, fai-

reconnu », ajoute-t-elle. En 2000, face à ces considérations, le Groupe de la Banque mondiale (GBM) commandait une importante étude sur le rôle que la Banque devait jouer dans la promotion des activités au sein du secteur des industries extractives sur le plan international. Le rapport de la Revue des industries extractives (EIR), déposé en 2003, conclut sur une

terminer sous quelles conditions législatives, économiques, sociales et environnementales les activités minières seraient en mesure de contribuer au développement durable des communautés et régions africaines concernées. L'équipe de chercheurs, réunissant des experts d'ici et de là-bas, procéda par études de cas portant sur cinq pays : Ghana,

gnies minières en Afrique n'étaient plus à démontrer, mais leurs causes demeuraient peu documentées. Aujourd'hui, les résultats reçoivent un accueil très positif, selon M<sup>me</sup> Campbell. Avant même leur publication, la Commission économique pour l'Afrique, qui tenait une table ronde avec les grands bailleurs de fonds et décideurs du secteur minier, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tout comme le groupe consultatif mis sur pied à Washington par les grandes institutions financières (GBM, Fonds monétaire international, entre autres), invitaient le GRAMA à présenter les données de leurs travaux. Plusieurs documents méthodologiques produits en cours de projet, tels que des guides pour saisir les effets des activités minières ou pour comprendre comment analyser un code minier, servent à la recherche en Afrique. « Nos résultats ont été repris dans les arènes de décision, note la chercheuse. Il y a des retombées directes à la fois pour alimenter les débats nationaux et internationaux, pour ouvrir l'espace de discussion et pour renforcer les connaissances et les capacités de recherche dans les pays concernés. » Ainsi, par la diffusion des connaissances acquises au cours de ses recherches, le GRAMA contribue à la mise en valeur des ressources au service du développement des pays africains.



PHOTO : JEAN-PIERRE MUTEBA/GRAMA, UOAM

Mineurs artisanaux du site de l'Étoile à La Ruashi, au Katanga (République démocratique du Congo).

sant référence aux ressources minières et pétrolières dont disposent les pays africains. L'ennui, c'est que ceux-ci n'arrivent pas à exercer un contrôle suffisant sur la mise en valeur de leurs ressources : « Il y a des dérapages malheureux dans l'activité minière : de faibles retombées économiques, des déversements de substances toxiques dans l'environnement, des ressources minières qui servent à entretenir des conflits armés, [...] et ce constat est maintenant mondialement

série de recommandations divisées en trois grands enjeux : une gouvernance publique et industrielle favorable aux pauvres; des politiques sociales et environnementales plus efficaces; et le respect des droits de la personne.

Soutenu financièrement par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le GRAMA a entamé en 2004 un projet de recherche visant à pousser plus loin le questionnement sur ces trois enjeux. L'objectif était de dé-

Guinée, Mali, Madagascar et République démocratique du Congo, en se concentrant chacun sur une des problématiques ciblées par l'EIR. Plusieurs éléments ressortirent des résultats, notamment le fait que les États manquent de capacités institutionnelles et techniques ainsi que de ressources humaines et financières pour assurer le respect et le suivi des réglementations, lorsque celles-ci existent.

Les problèmes engendrés par les activités des compa-

ALBANIE LEDUC